

Raphaël CANET

Professeur associé au département de sociologie de l'UQÀM.
Membre du secrétariat du Forum social québécois

(2007)

“Un autre Québec est-il possible?
**L'imposition tranquille de
la société néolibérale.”**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Raphaël Canet

“Un autre Québec est-il possible? L'imposition tranquille de la société néolibérale”.

Un article publié dans le journal [Le Devoir](#), Montréal, édition du mardi, 17 juillet 2007, page A7— idées.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 17 juillet 2007 de diffuser ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : canet.raphael@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 17 juillet 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Raphaël Canet
Professeur associé au département de sociologie de l'UQÀM.
Membre du secrétariat du Forum social québécois

**“Un autre Québec est-il possible? L'imposition tranquille
de la société néolibérale”.**

Un article publié dans le journal [Le Devoir](#), Montréal, édition du mardi, 17 juillet 2007, page A7— idées.

Mots clés: Forum social québécois, Forum économique international des Amériques, Économie, Québec (province)

Nous entamons aujourd'hui une série de trois texte produits par le Forum social québécois en prévision de cet événement (www.forumsocialquebecois.org), qui se déroulera à Montréal du 23 au 26 août. Cette première initiative québécoise est née de la mouvance des forums sociaux mondiaux qui visent à penser la promotion d'un autre monde construit autour des concepts de développement durable, de solidarité, de justice, d'égalité et d'harmonie.

Montréal vient d'accueillir, du 18 au 21 juin à l'hôtel Hilton, le Forum économique international des Amériques (FEIA), aussi appelé Conférence de Montréal. Cet événement d'envergure, parrainé par Power Corporation et la Fondation Chagnon, rassemblait un nombre impressionnant de personnalités, près de 3200 participants, dont les secrétaires généraux de l'OTAN, de l'OEA et de l'OCDE, le directeur général du FMI, les présidents de la Banque centrale européenne ainsi que des Banques interaméricaine, asiatique et africaine de développement, des ministres et parlementaires de l'Inde, du Congo, du Viet-

nam, de l'Uruguay et du Mexique. Cet événement discret en était cette année à sa treizième édition et, à l'évidence, il semble capter l'attention des décideurs de ce monde.



Les élections de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne (1979) et de Ronald Reagan aux Etats-Unis (1980) vont symboliser le triomphe du néolibéralisme dans le monde occidental. «There is no alternative», comme se plaisait à le marteler la Dame de fer. [Archives Reuters.]

Le FEIA est une initiative de l'Institut international d'études administratives de Montréal, un organisme à but non lucratif fondé à la suite de quatre événements marquants: la chute du Mur de Berlin, la création de l'OMC, l'entrée en vigueur de l'ALENA et la signature du traité de Maastricht. En somme, cette initiative émerge au moment où s'impose la thèse de la fin de l'Histoire formulée par Francis Fukuyama et symbolisée, sur le plan idéologique, par le naufrage du socialisme et le triomphe de la démocratie libérale de marché et, sur le plan géostratégique, par le dépassement de l'antagonisme Est-Ouest et la recomposition du monde en blocs économiques régionaux.

Le but du FEIA est de permettre que les « principaux intervenants de cette mondialisation des économies et ceux qui doivent composer avec ses conséquences puissent se rencontrer pour discuter librement ». Un aréopage de gens importants, donc.

Commerce et sécurité

Et de quoi ont-ils discuté cette année à Montréal? Essentiellement de commerce et de sécurité. Comment créer des possibilités d'affaires dans un monde de plus en plus instable ? C'est ainsi que le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, a insisté sur l'importance de la mission canadienne en Afghanistan afin de combattre la face sombre de la mondialisation (soit le terrorisme et le fondamentalisme, et non la pauvreté et l'exclusion qui en sont le terreau), reconstruire le pays et s'attirer la sympathie de la population locale... en faisant la guerre. Cette mission est fondamentale puisque, selon lui, le développement mondial du commerce (la face lumineuse de la mondialisation!) nécessite un environnement sécuritaire.

Par ailleurs, Anatoly Chubaïa, ancien vice-premier ministre de la Russie et actuel patron de la Unified Energy System of Russia, détenue à 53% par l'État, a pu y vanter les mérites de la privatisation du secteur énergétique de son pays. Venant d'une personne dont le nom est souvent associé au détournement de 40 milliards de dollars d'aide internationale -- principalement du FMI -- durant les années Eltsine, on est en droit de se demander à qui va profiter cette privatisation...

Quant à José Miguel Insulza, secrétaire général de l'OEA, il a expliqué la vague de populisme en Amérique latine (entendez le fait que les peuples votent librement pour des gouvernements de gauche dans des pays comme le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua, le Brésil, le Chili...) par la corruption des régimes précédents. En somme, ceux qui, comme en Argentine, ont minutieusement appliqué la recette néolibérale imposée par le FMI et ont vendu leur pays aux intérêts étrangers, tout en remplissant leurs comptes bancaires personnels logés dans les paradis fiscaux. M. Insulza aurait bien pu aller expliquer à M. Chubaïa son concept de gouvernance démocratique, pour que la Russie apprenne de l'Amérique latine...

On y a aussi parlé de libéralisation du transport aérien, de la place du secteur privé dans le domaine de la santé, d'environnement favorable aux investissements, des partenariats privé-public (PPP) dans le financement et la gestion des infrastructures, de sécurité énergétique et de développement durable, de culture entrepreneuriale, d'innovation et de compétitivité, de concurrence au service du développement et, bien sûr, de libre-échange dans les Amériques. Sur ce dernier point, d'ailleurs, il était intéressant d'entendre Bernard Landry vanter les mérites incontestables de l'ALENA et souligner que nous n'étions pas allés suffisamment loin dans la libéralisation à l'échelle nord-américaine.

Idéologie néolibérale

Ce discours n'est pas nouveau. Depuis le colloque Lippman (1938) et la première réunion de la Société du Mont-Pèlerin en Suisse (1947), les partisans du libéralisme à outrance se sont organisés pour fustiger l'État interventionniste, qui s'affirmait pourtant comme un outil de développement collectif mettant en place toute une série de politiques (aide sociale, assurance-chômage, législation du travail) visant à garantir une plus grande justice sociale et à lutter contre les inégalités, sources de conflits, le tout en prenant soin de stimuler la croissance économique.

À leurs yeux, la privatisation, la libéralisation et la déréglementation devaient devenir les mots d'ordre de tout bon gouvernement et les think tanks néolibéraux allaient se charger de porter la bonne parole. On les retrouve à l'origine de la création du Forum économique mondial de Davos (1971), en Suisse, sorte de grand frère du FEIA. Ils sont aussi, par la voix des Chicago Boys (anciens étudiants de Milton Friedman à l'Université de Chicago), les conseillers économiques du général Pinochet dans le Chili post-1973.

Patiemment, ils diffuseront l'idéologie néolibérale, poursuivant minutieusement le travail de dénigrement du providentialisme et de l'interventionnisme étatique pour finalement en venir à marquer des points au tournant des années 1980. Après sa période d'incubation dans le laboratoire chilien, les élections de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne (1979) et de Ronald Reagan aux États-Unis (1980) vont symboliser le triomphe du néolibéralisme dans le monde occidental. « There is no alternative », comme se plaisait à le marteler la Dame de fer.

Le Québec ne fut pas à l'abri de ce virage néolibéral. Dès 1979, le ministre d'État au développement économique du Québec, le péquiste Bernard Landry, reconnaissait le rôle du secteur privé, la pression de la concurrence internationale et la crise budgétaire. René Lévesque, à partir de son second mandat en 1981, avançait aussi l'argument de l'assainissement nécessaire des dépenses publiques, affirmait que le développement économique est avant tout l'affaire des entreprises, que les programmes sociaux devaient favoriser la formation de la main-d'oeuvre et la réinsertion sur le marché du travail.

Mais le discours néolibéral a pris véritablement racine au Québec avec les deux mandats libéraux du gouvernement Bourassa. On se souvient des trois rapports des sages (Gobeil, Scowen et Beaulieu) de 1986 qui énonçaient clairement les politiques de privatisation, de déréglementation... première tentative de réingénierie de l'État québécois, qui ne fut cependant pas mise en oeuvre.

Puis, plus concrètement, le Québec fut plongé dans la spirale des accords de libéralisation des échanges avec la signature de l'ALE (1988), puis de l'ALENA (1992). L'alternance de 1994, marquée par le retour au pouvoir du Parti québécois, aurait pu laisser présager une certaine inflexion de cette dynamique néolibérale. Et pourtant, passé le référendum de 1995 où il y eut une certaine accalmie sur ce front, vint Lucien Bouchard avec sa lutte pour le déficit zéro (1996) qui allait conduire à des coupes drastiques dans les secteurs de la santé, de

l'éducation et de la sécurité du revenu. Et, finalement, Jean Charest fait son entrée sur la scène provinciale en 2003 en permettant au Parti libéral de s'installer de nouveau au pouvoir.

Québec lucide...

La suite, nous la connaissons: réingénierie de l'État, législations favorables aux PPP, sous-traitance, manifeste pour un Québec lucide, mont Orford, bâillons... En somme, et en toute lucidité, ce que nous impose ce recul sur 25 années de vie politique québécoise, c'est le constat d'une certaine continuité dans la mise en place d'une société néolibérale au Québec, peu importe le parti politique au pouvoir.

Au lendemain des dernières élections provinciales, qui ont reconduit au pouvoir le gouvernement Charest et permis à l'ADQ de s'imposer comme premier parti d'opposition, la perspective du changement s'est évanouie. D'autant plus que le Parti québécois et sa nouvelle direction souhaite « moderniser la social-démocratie » en s'inspirant du modèle britannique. Navrante perspective.

« There is no alternative », nous y revenons. Que ce soit à cause de la crise des années 1970 ou encore de la mondialisation des années 1990, ce discours est toujours le même: nous n'avons pas d'autre choix que d'avalier la pilule néolibérale. C'est cela l'approche stratégique de la pensée unique: un modèle qui s'impose comme une évidence, un peu comme un phénomène naturel. Mais ce pouvoir idéologique n'est pas apparu soudainement au tournant des années 1980, il s'est construit patiemment et méthodiquement depuis les années 1930, saisissant toutes les occasions de l'histoire pour avancer un peu plus chaque fois.

Il n'y a rien de naturel dans le néolibéralisme, rien de naturel dans la conception et les orientations de la mondialisation que ce courant politique véhicule. Le tout est pensé et mis en place par des êtres humains, résulte d'une volonté politique dans plusieurs pays et gouver-

nements, en somme d'un choix fait par quelques-uns et imposé à d'autres. Et, dans ce travail d'imposition tranquille de la société néolibérale à toutes les échelles, les 37 Forums économiques mondiaux qui se sont tenus à Davos depuis 1971, de même que les 13 Forums économiques internationaux des Amériques de Montréal, ont joué plus qu'un rôle de façade.

Fin du texte